

## EDITORIAL



Robert Lafore

**Un stage pour quoi faire ?**

Dès l'ordonnance de 1945 portant création des Instituts d'Études Politiques et dont nous nous plaisons à rappeler, dans le pavé d'ours, les principes essentiels, il est clairement précisé que notre mission concerne tous les étudiants « qu'ils se destinent ou non à la fonction publique ». Tous ceux qui connaissent les exigences actuelles des jurys des concours administratifs s'accordent sur un point : la connaissance du métier, celle de la « culture » de telle ou telle administration est fondamentale. Pour répondre à cette attente, rien ne vaut un séjour de découverte, dans la fonction publique d'Etat, territoriale ou hospitalière. Il n'est pas nécessaire d'attendre la Cinquième année pour cela : les vacances d'été, tout au long de la scolarité et dès la Première année à Sciences Po Bordeaux, sont propices à ces « stages d'immersion ».

Si, pour intégrer le secteur public, le stage est un « plus » ; pour le secteur privé, il relève de l'essentiel. C'est la raison pour laquelle notre offre de formation ne pouvait se détourner de cet enjeu. Pas de master habilité sans stage professionnalisant. Pas de présentation crédible sur le marché de l'emploi sans une expérience suffisamment longue pour crédibiliser davantage la candidature. Le temps du stage ne se limite pas à sa seule durée. Toute la

Suite en page 2 &gt;&gt;&gt;

## DOSSIER

## Passage obligé pour un vécu approuvé

*Si les grandes écoles, de commerce notamment, disposent d'une longue expérience des stages en entreprise pour leurs étudiants, cette pratique sous une forme structurée est récente à Sciences Po Bordeaux.*

Elle résulte directement de la réforme de la scolarité de l'établissement et la création de ses parcours « professionnalisants ». Depuis 2002, le service des stages, animé par Hubert Bonin, s'est mobilisé pour mettre en place une organisation rationnelle. Celle-ci s'emploie à multiplier les contacts avec les entreprises d'accueil pour élargir et diversifier les offres de stages, en France comme à l'étranger, avec le soutien efficace de l'Association des Anciens Elèves, dont les dernières initiatives en faveur du rapprochement entre étudiants anciens et nouveaux méritent votre attention. A travers notre dossier, nous vous invitons également à découvrir la politique et les synergies mises en place par le service des stages de Sciences Po Bor-



deaux, ainsi qu'à prendre connaissance de l'approche des stages par un employeur et par un stagiaire, dans un domaine « où la bataille fait rage ». De « comment décrocher un stage » à « que faire pour

le faire fructifier », voici quelques informations qui intéresseront autant les entreprises que les étudiants d'hier à aujourd'hui. Lire dossier pages 3 à 5. ■

### Découvrez le Forum « Emplois-Stages » de Sciences Po

La huitième édition du Forum « Sciences Po Bordeaux Avenir » se déroule le jeudi 27 janvier 2005 dans l'établissement. La journée comprend une demi-douzaine d'ateliers débats en amphithéâtre, sur les métiers de la recherche et de l'enseignement, de la communication,

du conseil, de l'audit, à l'international, etc. Des thématiques spécifiques seront en outre abordées dans des salles réservées à cet effet : carrières dans la banque, la fonction publique. Une assemblée générale des « anciens élèves » clôturera la journée. Entrée libre. ■

### Sommaire

Passage obligé pour un vécu approuvé

Pages 1/3/4/5

Interview de Hubert Bonin

Page 3

La Recherche en tête  
Claude Sorbets

Pages 6/7

Séjours des étudiants à l'étranger...

Page 8

Combien ça coûte ? / Carnet de vol

Page 9

Rencontres : Petites et grandes histoires

Page 10

L'ENA l'autre Annapurna

Page 11

et aussi...

CHRONIQUE : La Turquie va-t-elle accoucher de l'Europe ?

Page 2

TRAJECTOIRE : Pascal Cazères

Page 12

EDITORIAL  
SUITE...

phase amont a son importance : de la caractérisation des besoins des étudiants à l'identification de leurs attentes, de la recherche d'une entreprise d'accueil à la préparation du stage, dès lors que le terrain aura été retenu. En ce sens, une institution comme la nôtre peut fort bien mettre en place une structure spécifique sur les stages, organiser un véritable service en regroupant les moyens humains et matériels, renforcé par l'Association des Anciens Elèves de Sciences Po Bordeaux, dont je salue ici la qualité du travail, tout cela n'aura pas grand sens si les étudiants eux-mêmes ne sont pas extrêmement motivés, s'ils ne font pas preuve d'esprit d'initiative et de bonne volonté, dès la recherche de leur terrain de stage.

Il reste enfin un élément majeur à intégrer, dans l'esprit du candidat stagiaire. Si l'on est en droit de considérer qu'un stage professionnalisant ne saurait se résumer au binôme « café / photocopies », on constate trop souvent que les stagiaires ont des exigences démesurées. Un stage dans un cabinet d'audit et de conseil ne signifie pas immédiatement que l'on devienne associé, même minoritaire, du cabinet Ernst & Young... Tout comme un stagiaire dans un quotidien régional n'a pas vocation à signer, au bout de trois jours, l'édito à la « une » ! Ces précisions feront sourire, elles sont seulement destinées à « dégonfler » quelques ambitions illégitimes dont l'ampleur est souvent inversement proportionnelle à l'efficacité.

L'année 2005 qui s'ouvre sera, pour notre institution, l'occasion de tester en grandeur réelle, le déroulement des stages suivis par un nombre important d'étudiants. Tout cela à partir de mai. D'ici là, et puisque la saison s'y prête, qu'il me soit permis de présenter, à toutes et à tous, mes meilleurs vœux pour 2005. ■

Robert LAFORE

# La Turquie va-t-elle accoucher de l'Europe ?

Jean-Louis BALANS (\*)

*Il y a encore deux ans  
qui, au-delà de cercles  
spécialisés, se souciait en  
France de la candidature  
turque à l'Union  
Européenne ?*

L'idée de cette candidature chemina pourtant depuis quarante ans, mais par éclipses. L'éventualité d'une adhésion, comme toute discussion sur son principe, étaient au sein des pays de l'Union subconsciemment refoulées et renvoyées aux calendes... grecques (c'était, évidemment, avant le rapprochement entre Athènes et Ankara !). De plus, la situation intérieure de la Turquie ne plaiderait guère, jusqu'aux années quatre-vingt dix, en faveur de la transgression de ce « non-dit ». Le syndrome « *Midnight Express* » avait affecté les visions politiques et culturelles sur la Turquie. Pourtant, celle-ci, déjà membre du Conseil de l'Europe, campait depuis 1963 aux portes d'une Communauté qui était encore réduite aux six pays fondateurs.

Le « débat turc » a fait irruption sur la scène politique française avec une virulence qui étonne jusqu'à nos voisins. L'opinion française, telle qu'elle est tout au moins « construite » et théâtralisée, serait nettement opposée à la candidature turque. On peut comprendre les citoyens allemands, soucieux des perspectives de l'élargissement à un pays qui a déjà exporté vers la République Fédérale une vaste communauté d'émigrants, bien que leurs réactions semblent mesurées. Les Autrichiens sont, avec les Français, les plus hostiles, mais ils se souviennent que par deux fois la déferlante ottomane est venue s'épuiser aux portes de Vienne. Demeure dans notre imaginaire national la figure du sultan Soliman, « Le Législateur » pour les Turcs, transformé en « Magnifique » pour rehausser son « amitié » avec François 1er (en fait une classique alliance d'équilibre, très « *realpolitik* »). Toutefois, cette noble référence est battue en brèche par la tragédie racinienne (Bajazet = Beyazit), la parodie des « Mamamouchis » par Molière (Louis XIV, lui, n'était pas très copain avec



les Sultans de son époque), l'exotisme de pacotille des « turqueries », les « Teurs » de Tartarin de Tarascon (joyeux amalgame avec les Arabes !), les travestissements ambigus de Pierre Loti, jusqu'à la figure de la « tête de Turc », spécialité hexagonale vouée à toutes les victimisations. Si on ajoute l'ensemble des représentations collectives, si ce n'est les fantasmes, et les dramatisations récentes autour de l'Islam, la candidature turque devient pain bénit pour les populistes de tous poils ; à preuve les contes d'un certain vicomte. Faute d'un enjeu inscrit dans l'histoire des relations entre les deux pays, la polémique et sa médiatisation seraient-elles le signe, enfin, d'une appropriation citoyenne des questions européennes ?

L'instrumentalisation du débat a d'abord été le fait de la classe politique dans le contexte électoral du printemps, dès qu'il est apparu, à la suite de la première salve giscardienne, que cette question était « sensible » et suscitait beaucoup de réticences. On a alors vu des partis à la recherche de leur clientèle revenir sur des positions antérieures favorables et réitérées, et assisté à la troublante convergence négative des fédéralistes et des souverainistes. La capitalisation recherchée s'inscrivait entre les deux pôles de l'ignorance et de la peur, le canon ayant d'abord tonné du côté des « antis ». Les arguments développés ultérieurement de part et d'autre ont élevé le débat, mais dans le contexte atomal de confusion avec la question du traité constitutionnel, d'où un débat parlementaire en trompe-l'œil.

L'évaluation de la candidature turque est complexe ; les paramètres sont

multiples et contradictoires. Se télescopent histoire, géographie, religion, économie, sociologie et science politique. Cette candidature opère surtout comme un miroir tendu à l'Europe actuelle, elle contraint à clarifier le projet européen auquel on se rattache. De la nature de ce projet dépend la réponse à la Turquie. Europe « Essence » ou Europe « constructiviste » ? Logique prioritaire de défense identitaire (la Turquie représente alors l'« Autre » indispensable à la différence) ou de diffusion de valeurs universelles ? Géopolitique de la séparation ou de la continuité ? Quant aux interrogations sur l'« Europe-puissance », elles portent davantage sur les ingrédients de cette puissance potentielle et les moyens d'y parvenir, que sur le lien puissance-identité. Sur ce point, la Turquie présente de multiples facettes, concrètes ou symboliques, manipulables par les tenants des différentes thèses.

Un processus de négociations va être lancé. Son issue, moins prédéterminée qu'il ne le semble, dépendra de l'effectivité future du rapprochement turc avec une Europe qui, elle-même, continuera à évoluer. Le jugement reviendra, en France cela semble acquis, aux citoyens. Le débat est donc appelé à rebondir. Si nous pouvons l'élever au-dessus des démagogues et des utopies, il peut devenir un jalon d'affirmation de la conscience démocratique européenne. ■

(\*) Jean-Louis BALANS, maître de conférences de science politique, chargé de mission au service Relations Internationales de Sciences Po Bordeaux, a dirigé pendant plusieurs années le département francophone de science politique de l'université de Marmara à Istanbul au titre de la coopération culturelle française.



suite de la page 1

# Au crible : Le Service des Stages

## Hubert Bonin

« Un lien de cause à effet évident avec le passage à cinq années de scolarité »

**La création d'un service des stages à Sciences Po Bordeaux est-elle liée au passage de la scolarité à 5 ans, effectif depuis la rentrée 2003/2004 ?**

Le lien de cause à effet est effectivement latent. Il n'existait pas de service de stages structuré à Sciences Po Bordeaux pour la bonne et simple raison que, dans l'ancienne formule, les élèves s'orientaient au terme de leur troisième et dernière année soit vers un concours, soit vers une formation professionnalisante. La Direction de l'Institut m'a confié la responsabilité de ce service en 2002 pour anticiper la réforme. Nous nous sommes attachés dans un premier temps à mettre en place des procédures de travail simples mais nécessaires, comme le traitement des conventions de stages par exemple. Il était en effet nécessaire de s'organiser pour délivrer dans les temps des documents juridiquement fiables et d'offrir à nos étudiants une couverture d'assurance indispensable. Nous avons également édité une plaquette d'information comportant des conseils pratiques à l'intention de nos stagiaires, et développé une rubrique spécifique « stage » sur le site internet de l'Institut. Enfin et surtout, nous avons signé de très nombreuses conventions de stages avec des entreprises publiques et privées.

**De quel type de stages s'agit-il ? Quelles sont les entreprises qui intègrent des stagiaires dans leur effectif ? Les étudiants sont-ils rémunérés ? Quels conseils leur prodiguez-vous ?**

Nous avons initié des partenariats d'intégration de nos stagiaires avec de grandes entreprises régionales, comme la Caisse d'Épargne Aquitaine Bordeaux Nord, le Crédit Agricole Aquitaine, Cofinoga, Elyo Océan, Gaz de Bordeaux, RTE Teso (lire article page 4) ou la SNCF. Nous manquons cependant de partenariats de ce type, qui s'inscrivent dans

la durée. Nous avons également des difficultés à nous faire reconnaître sur Paris, auprès des sièges des très grandes entreprises. Nous intervenons auprès des élèves pour des stages « de découverte » en premier cycle, et pour les stages longs « obligatoires » en cinquième année ou en deuxième année de Master. Dans ce dernier cas, il s'agit pour l'étudiant de tendre vers un stage de niveau de cadre supérieur, opérationnel et formateur. En termes de rémunération, la question ne se pose pas dans les différentes fonctions publiques. Dans le privé, un texte législatif limite à 30% du SMIC une rétribution éventuelle, sachant qu'un montant supérieur peut être négocié par l'étudiant sous forme de prime. En matière de conseils, j'invite les étudiants à faire preuve de tolérance, de dialogue et d'ouverture d'esprit. Je leur rappelle également que les stages dans les



Hubert Bonin

grandes entreprises ne constituent pas toujours la panacée, et qu'ils bénéficieront peut-être de plus de responsabilité et de latitude dans une entreprise de taille moyenne. A cet effet, nous avons signé une

convention avec le MEDEF Gironde pour mettre en place un réseau d'entreprises d'envergure régionales à même d'accueillir nos étudiants. Nous nous mobilisons enfin pour renforcer notre portefeuille de stages internationaux, destinés en priorité aux étudiants dont les parcours d'études sont tournés vers l'étranger.

### Stage en entreprise : la bataille fait rage !

« Les offres de stage ne diminuent pas, mais des entreprises en réorganisation ne prennent pas toujours des stagiaires » prévient Hubert Bonin quand on l'interroge sur la difficulté ou non de trouver un « bon » stage. Ce dernier reconnaît d'ailleurs que Sciences Po Bordeaux est en concurrence avec les autres IEP de France, mais aussi toutes les grandes écoles, qui ont des années d'expérience d'avance. Dans ces conditions, le Service des Stages aide les étudiants qui en font la demande à mettre toutes les chances de leur côté grâce à une sorte de « mini-coaching ». Les étudiants qui aimeraient en savoir plus sur le sujet peuvent trouver au Service des Stages un excellent « Guide du stage utile » dans la collection « L'Étudiant. Premier Emploi », rédigé par une ancienne élève de Bordeaux (promotion 98), Barbara Pasquier. Des offres de stages sont consultables en intranet pour les étudiants inscrits à Sciences Po Bordeaux. Pour

y accéder, demander les login et mot de passe au Service Stages ou consulter le panneau d'affichage. ■

#### CONTACTS :

Responsable du Service des Stages & Relations avec les Entreprises :  
**Hubert BONIN**  
05.56.84.42.78  
h.bonin@sciencespobordeaux.fr

Chargée de mission :  
**Amalia MARTINEZ-AÏN**  
05.56.84.41.76  
a.martinez-ain@sciencespobordeaux.fr

Secrétariat :  
**Françoise DULAURENS**  
05.56.84.41.77  
stages@sciencespobordeaux.fr

Association des Anciens Elèves :  
**Caroline MOULIE**  
05.56.84.42.91  
c.moulie@sciencespobordeaux.fr

**Quels sont vos autres objectifs en matière d'organisation ou d'actions pour optimiser le Service des Stages de Sciences Po Bordeaux ?**

L'un de nos objectifs prioritaires est de créer des synergies entre tous les circuits d'informations directes ou indirectes dans l'Institut, afin que les entreprises et les administrations avec lesquelles Sciences Po Bordeaux est en contact puissent être regroupées dans une base de données commune, au sein de laquelle nous pourrions effectuer tous les croisements possibles. Dans cette logique, nous avons déjà inséré l'Association des Anciens Elèves au cœur de notre dispositif (lire encadré p.5), et nous souhaitons utiliser l'efficacité croissante de cette structure pour que les étudiants d'hier et d'avant hier nous proposent des stages dans leur entreprise et/ou souscrivent à la Taxe d'Apprentissage. Ce dernier volet est important pour les ressources de notre établissement qui ne se

□ □ □ Suite en page 4 >>>

## suite de la page 3

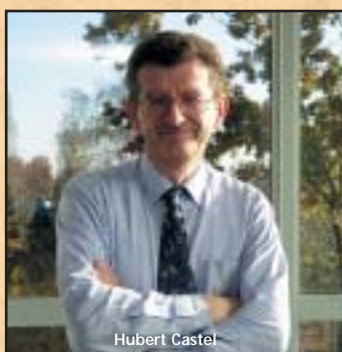
limitent pas, naturellement, aux frais d'inscription payés par les étudiants. Dans de nombreuses écoles, le Service des Stages est une petite entreprise à lui seul, employant jusqu'à une dizaine de salariés. A Sciences Po Bordeaux, nous avons commencé avec une collaboratrice à mi-temps. L'équipe s'est étoffée depuis avec Amalia Martinez-Ain, diplômée de Sciences Po Bordeaux en 2000 et dont le parcours est très intéressant puisqu'elle a exercé des responsabilités dans le secteur privé avant que nous la recrutions en septembre dernier, et Françoise Dulaurens, qui

connaît parfaitement l'établissement, sans oublier Caroline Moulié, permanente de l'Association des Anciens Elèves. Notre organisation, de taille artisanale, essaie de privilégier le contact humain, à l'image de notre bureau qui s'ouvre sur une table ronde, où les étudiants peuvent venir discuter avec nous librement de leur projet de stage. C'est dans cet esprit que nous préparons actuellement le traditionnel forum emploi stage baptisé « Sciences Po Bordeaux Avenir » qui se déroulera le jeudi 27 janvier 2005 à l'Institut. ■



L'équipe "Stage" avec deux étudiantes

## « Des stages de longue durée pour des étudiants de haut niveau »



Hubert Castel

**A l'image de nombreux employeurs qui accueillent des étudiants de niveau Bac + 4 et plus, la société RTE Teso à Mérignac privilégie des stages d'une durée supérieure à trois mois. L'avis d'Hubert Castel, Responsable de Ressources Humaines, sur les caractéristiques des stagiaires actuels.**

RTE Teso regroupe 25 personnes à Mérignac. Cette plate-forme d'EDF gère en matière de Ressources Humaines, de Gestion et de Communication un ensemble de 900 salariés, soit l'équivalent du quart Sud-Ouest des effectifs d'Electricité De France. Responsable des Ressources Humaines, Hubert Castel se charge de finaliser le recrutement de stagiaires, de 4 à 5 par semestre. « On recrute des étudiants qui ont au minimum Bac + 3 à Bac + 4 pour des stages de 3 mois minimum. En dessous, cela ne nous intéresse pas » précise le responsable, qui s'attache plus « aux qualités intrinsèques des candidats qu'au prestige de leur école. « Nous conservons les CV qui ont retenu notre attention, et sollicitons les candidats quand leur profil recoupe les missions que nous avons à leur confier. Nous connaissons nos besoins ». Dans ce registre, les

étudiants de Sciences Po ne sont pas privilégiés, mais ont pour eux la réputation d'être de bons généralistes. « Compte tenu de l'activité de notre entreprise, nous n'avons pas besoin de profils scientifiques, mais plutôt des gens ouverts au droit du travail et au juridique » poursuit le RRH. Réflexion sur des processus internes, enquête auprès du personnel, audit... des tâches qui demandent de l'autonomie, de la méthodologie mais aussi le goût de l'échange. « D'une manière générale, je dirai que les étudiants comprennent ce qu'on leur demande, travaillent bien et ne regardent pas leurs horaires. En revanche, ils sont assez formalistes, et ont tendance à aller jusqu'au bout de leur action sans se poser la question de savoir s'ils sont toujours dans le vrai. Ils ont également une certaine réserve à aller vers les autres.

Or, comme je leur explique souvent, si vous ne m'arrêtez pas dans les couloirs, ce n'est pas moi qui ferais toujours le premier pas ». Un manque d'expérience qui se retrouve lorsque la question de la rémunération, rarement abordée par l'étudiant, se pose. « Je leur explique que nous versons l'équivalent d'un petit SMIC. Cela généralement leur convient parfaitement » conclut Hubert Castel, qui ne laisse aucun espoir d'emploi à ses stagiaires dans son service en Gironde. « En revanche, j'avais recommandé un ancien stagiaire, qui n'était pas de Sciences Po Bordeaux, auprès de notre Direction nationale des Ressources Humaines à Paris. Il a été embauché, mais a mal vécu la vie à Paris et a démissionné quelques mois plus tard. Il faut du temps pour bien maîtriser tous les aspects d'une personnalité ». ■



## Elle a percé la chambre forte



### Quelle est votre mission au sein de la Chambre de Commerce de Bordeaux ?

Je travaille au sein de la Direction des Relations Internationales et du Commerce Extérieur. Ma mission consiste à préparer des actions de prospection économique. La première concernait le Vietnam, ce qui explique l'intérêt suscité par ma candidature. J'en prépare déjà une seconde pour le Mali et j'espère avoir le temps d'en finaliser une dernière sur l'Algérie avant mon départ. Je suis encadrée dans mon action, mais j'ai beaucoup de liberté pour m'exprimer, ce qui est agréable. De tous les stages que j'ai effectués au cours de mes études, celui-ci me convient le plus. C'est exactement ce que je souhaitais faire.

### Quels conseils donneriez-vous à des étudiants qui veulent décrocher un stage ?

Cela peut paraître difficile et désespérant de trouver quelque chose si l'on suit la procédure classique de recherche de stage. Je pense qu'il faut échanger avec son entourage et ne pas hésiter à solliciter son environnement proche. Je conseille aux étudiants de s'orienter vers un stage qui les motive, et de considérer cette expérience comme un tremplin pour l'avenir et non pas le moyen de finir leurs études. Enfin, même s'il n'y a pas d'emploi à la clé ; il faut profiter de toutes les opportunités qui se présentent à vous. Ma responsable de stage m'a expliqué que la CCIB ne proposait pas de postes en fin de stage, mais qu'un étudiant par le passé avait profité d'être en contact régulier avec des dirigeants désireux d'exporter pour nouer des contacts. Il s'est finalement vu offrir un poste correspondant à ses qualités et à ses aspirations. ■

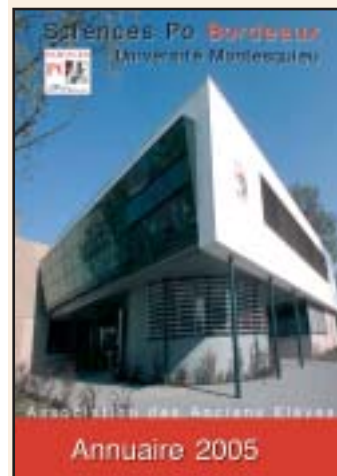
**Issue d'une famille d'enseignants et originaire du Vietnam, Trang Duong est arrivée en France en 1999. Après une maîtrise de gestion à l'Université Bordeaux IV - Montesquieu, elle a intégré Sciences Po Bordeaux à la rentrée 2003/2004, obtenant son DESS "Gestion des Risques dans les pays du Sud" fin 2004. Elle a décroché depuis un stage en parfaite adéquation avec son orientation professionnelle à la Chambre de Commerce et d'Industrie de Bordeaux. Interview.**

### Comment avez-vous obtenu votre stage ?

J'ai obtenu mon stage par le plus grand des hasards. Je souhaitais intégrer un organisme spécialisé dans le commerce extérieur et je cherchais essentiellement sur Paris, lieu où se concentre le mieux ce type d'organisme. Au détour d'une conversation à Sciences Po Bordeaux, On m'a parlé de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Bordeaux. J'ai déposé un CV et une lettre de motivation le jeudi après-midi et le lendemain, je recevais un appel téléphonique de la CCIB pour un entretien qui s'est avéré positif.



## L'Association des Anciens Elèves : les pages jaunes des candidats stagiaires



Francis Dieras (section Eco-Fi, promo 1975), Directeur de Recherche & Développement d'une PME, occupe depuis un an la fonction bénévole de Président de l'Association des Anciens Elèves. Ce dernier se félicite du rapprochement de l'Association avec le Service des Stages, réunis depuis peu dans un bureau commun, mis à disposition par la Direction de l'établissement. Les synergies entre ces deux structures sont naturelles. L'Association recense 2.313 adresses professionnelles et 4.136 coordonnées personnelles d'ex-étudiants<sup>(1)</sup>, qui sont autant de contacts potentiels des étudiants pour trouver un stage. « Près de 60% des anciens élèves travaillent dans la fonction publique et près de 35% d'entre eux évoluent dans une société privée, ce qui constitue un potentiel d'entreprises diversifiées » note Francis Dieras, qui a également ouvert aux étudiants actuels l'accès à des clubs d'anciens qui fleurissent un peu partout. Un premier, regroupant des diplômés évoluant dans le droit des affaires et la

finance internationale notamment a été initié sur Paris. Un autre, réservé aux spécialistes de la communication et des médias, a été à l'affiche sur Paris, alors qu'un club sur « les services publics » est né sur Bordeaux. On annonce une initiative similaire à Londres. « Il s'agit de petits groupes animés par un ancien élève qui organise une soirée et qui aborde une thématique en fonction de l'actualité, de la présence d'un invité ou d'une demande spécifique. Ces clubs sont ouverts aux étudiants pour favoriser le brassage des profils, et faciliter les contacts entre les étudiants actuels et ceux d'hier ». Car les anciens diplômés sont heureux de rencontrer leur cadet. « De nombreux anciens<sup>(2)</sup> nous proposent leur service, et n'hésitent pas à témoigner de leur activité professionnelle » ajoute le Président de l'Association, qui cite la présence dans les derniers forums de l'emploi organisés par l'Institut d'un Procureur de la République et de nombreux cadres dirigeants d'entreprises nationales et internationales. Le Président de l'Association des anciens élèves conclut : « Les anciens élèves sont conscients de l'importance des stages dans la professionnalisation des étudiants d'aujourd'hui, et militent la plupart pour un rapprochement entre l'université et les entreprises. Ils démontrent enfin un attachement très fort à Sciences Po Bordeaux qui restent, avant tout, leur école de cœur ». ■

(1) Le nombre de diplômés anciens élèves depuis la création de l'Institut en 1948 s'élève aujourd'hui à 6 363

(2) Le prochain annuaire de l'Association des Anciens Elèves sera édité au début de l'année 2005





# La recherche en tête

*Claude Sorbets, directeur du « CERVL. Pouvoir, Action publique, Territoire », l'une des deux Unités Mixtes de Recherche CNRS / Sciences Po Bordeaux existant à l'Institut, va quitter ses fonctions au début de l'année 2005 (\*)  
Il ouvre ici plusieurs pistes de réflexions sur la recherche dans notre établissement et en général.  
« Paroles faites ».*

## **Du « savant et (du) politique » pour reprendre le titre éponyme d'un ouvrage bien connu de Max Weber.**

Les Instituts d'Etudes Politiques ont été les premiers supports de « l'esprit de recherche » comme valeur et référence cardinale de l'esprit critique pour former les futures élites de l'Etat.

L'Ecole libre des sciences politiques des origines visait à former des élites publiques et a soutenu le développement de la réflexion politologique. Les Instituts d'Etudes Politiques « d'équilibre », eux, après la Libération ont été -pour ceux de Grenoble et de Bordeaux-, une chance de développement pour l'enseignement et la recherche en les faisant bénéficier des apports de la FNSP -organisme en partie démembré de Sciences Po Paris- en ressources humaines

La recherche universitaire en sciences sociales s'est professionnalisée au cours des dernières décennies, sous l'influence particulièrement de la reconnaissance du CNRS identifiant l'excellence en matière de recherche. Le pôle Sciences Po Bordeaux représente environ 60% du potentiel de recherche en « SHS » en Aquitaine. Les disciplines les plus présentes sur Bordeaux sont, outre la science politique, la géographie, l'ethnologie, l'économie, le droit social. Doit-on dire que les évolutions sont sans doute contrastées et dans certains cas quelque peu inquiétantes ?

La crise du printemps 2004 (« Sauver la recherche ») prend place dans un cadre plus général de recomposition des dispositifs universitaires au niveau national ; elle a stigmatisé l'écart entre les structures professionnelles académiques et les attentes et vocations de jeunes docteurs ayant pu souvent bénéficier d'allocations de thèse et confrontés à l'étroitesse, pour raisons financières, des accès aux positions statutaires d'enseignants ou de chercheurs. Le CNRS est actuellement en phase de réforme très profonde dans son organisation interne et ses modalités de fonctionnement devant assumer quelques grandes ouvertures actuelles : vers l'Europe et le monde, vers l'interdisciplinarité et aussi vers les territoires et vers la demande sociale constituée.

## **Des Qualifications localisées dans Le Faire**

En reprenant les mots de Norbert Elias, on pourrait dire que l'activité de recherche est faite à la fois d'engagement et de distanciation dans la formation qualifiante, et constitue une « configuration » entre l'individuel et le collectif. (Faire de) la recherche « collective » est sans doute une des polarités de l'activité universitaire de recherche, le travail en équipe sur des programmes et des projets communs marquant une rupture forte avec la tradition dans les sciences sociales et dans les universitaires de sciences humaines qui était de faire de la recherche individuelle. La thèse de doctorat demeure un tel exercice solitaire d'ap-



Claude Sorbets

prentissage, même si de plus en plus les sujets de recherche comme ceux qui s'engagent dans cette épreuve se comprennent dans les dispositifs des équipes d'accueil des Ecoles doctorales.

« Faire des contrats » : ce syntagme identifie une autre tendance lourde de l'activité de recherche universitaire, celle de l'articulation croissante des travaux de recherche avec ce qui est désigné par la formule « la commande sociale ». En effet, l'essentiel des financements des recherches des laboratoires a pour origine des contrats -plus ou moins ponctuels- passés avec des partenaires publics ou privés. La demande d'études et d'expertise va de pair avec la complexification de notre monde et la perplexité de ceux qui ont à s'insérer dans de nouveaux cadres de l'expérience sociale et politique. Cette recomposition pose un problème de fond (et de fonds) sur ce qu'est la recherche en tant que telle et sur ce qu'est destiné à faire un « chercheur public ».

Faire le « métier » de chercheur, c'est inscrire son activité personnelle et professionnelle dans une gamme différenciée faite de « recherches »,

d'« études », d'« expertises » ; entre ces faces du métier, la dissociation « recherche fondamentale - recherche appliquée » semble désormais moins pertinente que celle que l'on peut établir, parmi les savoirs ainsi établis, entre des horizons temporels différents, au regard notamment de la possible cumulativité des résultats ; ce dont un laboratoire peut être responsable collectivement en assurant, dans la durée, des stratégies et programmes collectifs et en régulant, dans le moment, la communication de tout ou partie des résultats obtenus en et pas ses divers dispositifs d'action. L'enseignement peut être vu dans une telle conjoncture comme procédant de cette démarche globale au titre de la communication de résultats et aussi de la diffusion de modes opératoires et de méthodes d'action validées. (Faire avec) des « doubles contraintes » à effets paradoxaux et problématiques est dans la condition de chercheurs confrontés à des crises d'identité personnelles ou professionnelles et à des incertitudes sur les instrumentalités qui se trouvent associées -de façon souvent difficilement clarifiable- in situ.

## **Un Etat de « lieux » : le CERVL ses terrains, objets et dispositifs d'action**

Pour parler vite on pourrait dire que le CERVL a changé de raison entre sa création en 1966 comme centre de documentation et de recherche « sur la vie locale » et ce qu'il est devenu en accolant à son logo les trois termes « pouvoir, action publique, territoire ». Il a de la sorte infléchi sensiblement son programme collectif de science politique vers de nouveaux terrains. Le passage à une référence au territorial en lieu et place de celle initiale au local n'est pas qu'un effet de mode.

Il traduit une ouverture sur de nouveaux terrains (en Europe et dans le monde) -qui est cohérente avec des investigations ... délocalisées sur « du local particulier » et « du local général », pour reprendre la dualité notionnelle de Jean-Luc Parodi-mais sans doute davantage encore indique une autre façon de concevoir nos objets d'analyse. Cette évolution programmatique est à corréliser avec les recompositions institutionnelles ambiantes qui font une place prépondérante à la territorialité, que ce soit par les réformes de décentralisation ou par les processus d'intégration « régionale », au sens continental du terme, qui s'observent dans le monde actuel. Le comparatisme est, pour certains, un paradigme de recherche, pour d'autres c'est un horizon de fond commun aux activités de recherche en sciences sociales, la « clarification par contraste » étant une façon de pouvoir évaluer « ce qui se passe ici et maintenant ». De façon significative, le programme collectif de recherche du CERVL se trouve placé sous le titre « Développement territorial comparé » ; ce qui indique le dessein stratégique partagé par l'équipe de recherche de contribuer à l'observation des changements des formes de l'action publique comme de ses variations localisées.

Il convient dans ce petit état des lieux de la recherche de mentionner la mise en place en ce moment d'un Laboratoire Européen Associé (LEA) entre notre laboratoire et l'Institut des Sciences Sociales de Stuttgart. Ce dispositif du CNRS prévoit la mise en commun de tout ou partie du programme collectif d'une de ses unités avec un partenaire universitaire européen. En l'espèce, c'est sur l'étude des évolutions des

conditions de la « démocratie comparée » en Europe que seront focalisés des travaux de recherche portant en particulier sur les villes ou sur les institutions européennes. Dans ce LEA trouveront place aussi des circulations de chercheurs, d'enseignants-chercheurs, de doctorants privilégiant les projets comparatifs de recherche.

## **Logos : l'« esprit d'entreprendre » ?**

On pourrait également dire que l'évolution dans l'organisation des activités de recherche est marquée par une diversification des dispositifs de coopération à l'échelle nationale, européenne et mondiale. Ces partenariats procèdent d'une gouvernance spécialisée utilisant des instruments à la fois communs (le contrat, la mise en réseau) et propres (le laboratoire, le séminaire).

## **Un « laboratoire de recherche » est une matrice de production de travaux de recherche**

Les termes utilisés désormais aussi dans les SHS (« laboratoires », « équipes de recherche ») viennent du modèle établi dans les sciences de la nature. Au-delà d'un « effet de réalité » ainsi donné, ce sont les façons d'y travailler qui ont évolué. Elles ont tendu de plus en plus à s'éloigner d'activités « littéraires » associées à du travail de bureau (même si pour une grande partie de son temps un chercheur en sciences sociales fait son travail d'écriture et de lecture dans son bureau quand il ne « fait pas du terrain » -dans le jargon du métier : faire des enquêtes de terrain-), pour prendre une tonalité d'entreprise d'investigation et d'observation empirique.

A cet égard, un « laboratoire de recherche » est une matrice de production de travaux de recherche pour lesquels la réunion des ressources nécessaires est une dimension structurale : réunir les moyens humains, les moyens financiers, stimuler la formation de projets et de groupes de recherches, puis la mise en forme de rapports et d'ouvrages se trouve au fondement même de la vie de laboratoire. Celle-ci est scandée par des rapports périodiques et par une évaluation plurielle par le milieu

et par les organisations statutaires. Des carrières professionnelles s'organisent de la sorte, intégrant des visées individuées ou individuelles et des perspectives et stratégies collectives de « reconnaissance » et d'« agir créatif ».

Un laboratoire joue d'autres rôles celui d'« équipe d'accueil », au sein d'une Ecole doctorale ou dans le cadre d'un Master Recherche mais aussi pour nombre d'universitaires de tout rang et de tout pays souhaitant bénéficier un temps des ressources documentaires possédées localement. C'est aussi un réservoir de compétences spécialisées - méthodologiques ou relatives à des domaines particuliers - dont les étudiants pourront bénéficier, que ce soit par la direction de travaux ou par des séminaires d'enseignement. La future « charte » de la recherche de l'IEP portera sans doute témoignage de la nécessité d'une stimulation de l'esprit d'entreprendre pour trouver place dans la nouvelle donne de la recherche : celle des « pôles d'excellence » à constituer et des partenariats et pilotages de dispositifs à l'échelle européens auxquels on peut vouloir prétendre.

## **Profils de postes idéal-typiques :**

Pour terminer ce petit tour d'horizon destiné à pointer quelques saillances actuelles de l'activité de recherche, on peut souligner quelques dimensions qui sont nodales et peuvent être présentées de façon idéal-typique.

**La figure du « chercheur scientifique SHS » d'abord :** on pourrait identifier des composantes d'un profil intime et extime du « chercheur » : on soulignerait, au niveau des valeurs, l'altruisme et le goût de la vérité ; au niveau des normes l'identité et l'instrumentalité professionnelles ; au niveau des règles, la discipline ; au niveau des usages, le besoin d'avoir le goût et du plaisir à faire de la recherche.

**Le lieu topique de l'activité de recherche c'est le séminaire :** ce lieu est tout à la fois, un poste de travail, un mode de socialisation (« apprendre à ne pas être normatif » par exemple), de formation (à « savoir faire ») et de première « communication » de résultats, condition de base du travail de chercheur qui a pour souci la « publication » (articles et livres référencés).

**Le rôle qui est aujourd'hui mis en forme, est celui de « D.U »,**

**de Directeur d'Unité :** longtemps demeurées floues, ses fonctions sont désormais valorisées ; le rôle de responsable de laboratoire, d'animateur (à l'égard de ses pairs et associés) et de gestionnaire de moyens mis à disposition, tend à faire émerger un personnage devant assurer, comme l'homme politique selon Max Weber, des fonctions de socialisation des intérêts (intégrer des positions internes diverses) et de communalisation (exprimer l'entité à l'extérieur). En un mot constituer sinon un emblème tout au moins une référence ici, là et ... maintenant. ■

**Claude Sorbets**

Directeur de recherche CNRS

(\*) Vincent HOFFMANN-MARTINOT, diplômé de Sciences Po Bordeaux (1978), directeur de recherche au CNRS, lui succède en tant que directeur de centre.





# Séjours des étudiants à l'étranger on the road again

*Sous certaines conditions, les étudiants de Sciences Po Bordeaux ont la possibilité de passer leur Troisième année universitaire à l'étranger. La majorité s'expatrie en Europe, dans le cadre des accords « Socrates-Erasmus ». L'expérience est riche d'enseignements.*

« Une expérience inoubliable à tous les points de vue », « le moyen idéal pour progresser en langues », « une aventure personnelle où il faut faire preuve d'ouverture, de débrouillardise et de courage », « l'occasion de rencontrer des étudiants de tous les pays ». Les témoignages des étudiants de Sciences Po Bordeaux après une année d'études à l'étranger sont concordants. Ils valident tous l'intérêt de vivre cette expérience, humainement riche. Une étude récente, réalisée auprès d'un panel représentatif d'étudiants Erasmus, conforte cette tendance (lire encadré). Margaret Dalrymple, administratrice au service des Relations Internationales de Sciences Po Bordeaux, encadre les « Outgoing », c'est-à-dire les étudiants de l'Institut qui effectuent des séjours à l'étranger. Une fonction qui exige méthode et organisation. « L'idée d'un séjour à l'étranger fascine les jeunes, qui ne mesurent pas forcément toutes les implications de leur départ. Je les encourage d'abord à se renseigner auprès d'anciens élèves de leurs filières pour savoir si leur séjour sera bénéfique pour leurs études. Si c'est le cas comme très souvent, j'aborde ensuite toutes les questions pratiques. Comme je suis Ecossaise, je n'hésite pas non plus à parler d'argent ». L'humour est un bon antidote au stress. Celui-ci gagne parfois les étudiants lorsqu'ils prennent conscience de la portée de leur décision. Partir en séjour à l'étranger, c'est boucler un budget mensuel en hausse, trouver de quoi se loger dans le pays d'accueil, et se débrouiller loin de chez soi, dans une langue que l'on ne maîtrise pas totalement. Heureusement, Margaret Dalrymple accompagne les étudiants de la préparation de leur séjour jusqu'à leur retour, selon des phases aujourd'hui bien rodées. « Après le temps de

l'information, vient celui de la décision. Je les aide à monter les dossiers (pour la plupart en anglais) et à préparer leur départ. A l'étranger, je reste toujours à leur écoute, via e-mail. Mais après les deux premiers mois d'adaptation et l'approbation de leur contrat d'études, je n'ai presque plus de nouvelles d'eux, et cela me ravit. Cela veut dire que tout va bien. Je leur adresse alors un message d'information de temps en temps, avant de leur rappeler en fin de séjour les dernières formalités administratives avant leur retour ».

## Une année d'études plurielle

Le deal entre les étudiants en séjour à l'étranger et Sciences Po Bordeaux est clair dès le départ. Il est « scellé » par le contrat d'études. Leur objectif universitaire est d'obtenir dans l'université d'accueil 60 crédits ECTS, indispensables. Cela implique une présence active aux cours, et la réussite aux contrôles continus et aux examens. A défaut, une commission peut étudier la situation particulière d'un élève, dont le cumul de points obtenus en cours oscille entre 59 et 48 points. En dessous, c'est le redoublement assuré. « Les contrôles d'assiduité et de travail effectif des étudiants à l'étranger se renforcent et reposent de plus en plus l'idée erronée d'une année sabbatique dédiée exclusivement à la fête ou au tourisme », insiste Margaret Dalrymple, qui encourage les étudiants à garder le contact avec l'Institut. « Je leur conseille de consulter régulièrement le site web de l'école, d'échanger avec leurs camarades en France ou dans d'autres pays, de suivre l'actualité, et de venir nous dire bonjour s'ils rentrent en France dans l'an-



Margaret Dalrymple

née. C'est indispensable pour assurer la transition du retour ». Deux conférences en économie et en culture générale sont du reste organisées depuis l'Institut à l'attention de « ses expatriés ». Si les cours sont obligatoires, les étudiants reconnaissent que le rythme est « plus cool » à l'étranger qu'à Science Po Bordeaux. Un certain allègement dans leur emploi du temps qui leur permet de joindre l'agréable à l'utile, en prenant le temps de décou-

vrir le pays, et de multiplier les rencontres avec les étudiants de tous les horizons... dans un registre assez proche de celui de Klapisch et de « L'Auberge espagnole »... Une richesse culturelle vivante qui pousse de nombreux étudiants à prolonger leur séjour au-delà des dix mois universitaires. Certains travaillent dans le pays, d'autres le sillonnent sur la musique de grands voyageurs. On the road again again... ■

## Radiographie d'une expatriation programmée

Une étude<sup>(1)</sup> a été réalisée à partir des rapports de fin de séjour de 83 des 109 étudiants Erasmus de Sciences Po Bordeaux 2003/2004. 97% des étudiants interrogés estiment avoir tiré « des bénéfices personnels » de cette expérience et 86% pensent que cette année à l'étranger les aidera « grandement dans leur vie professionnelle ». Les aspects qu'ils ont les plus appréciés concernent « la découverte d'une autre culture », « une autre forme d'enseignement » et « la rencontre d'étudiants étrangers ». 97% des étudiants de l'IEP affirment en outre être plus disposés à travailler à l'étranger maintenant qu'ils ne l'étaient avant de partir. 60% des

« expatriés » jugent l'accueil dans l'université étrangère « très satisfaisant » ou « satisfaisant », avec une mention particulière pour les pays scandinaves. En revanche, beaucoup portent un regard critique sur leur intégration par les étudiants autochtones, qu'ils jugent à 43% « mauvaise ou nulle ». Un étudiant Erasmus sur deux a vécu dans une résidence universitaire, et 42% ont partagé une maison ou un appartement avec d'autres étudiants. 64% ont enfin pu suivre des cours de langue avec, pour l'essentiel, un programme intensif en début de séjour. ■

(1) Réalisée par Ophélie SPANNEUT, étudiante en 5<sup>ème</sup> année.



## Combien ça coûte ?

Un séjour à l'étranger pour un étudiant coûte naturellement plus cher que de rester en France. La hausse moyenne du budget est de l'ordre de 150 euros par mois, sauf en Pologne et en Espagne où le niveau de vie est plus faible. Contrairement aux idées reçues, le statut Erasmus ne donne pas automatiquement droit à une allocation de Bruxelles. Pour pallier les dépenses supplémentaires, des aides sont prévues, mais aucune n'est systématique. Les fonds proviennent de Bruxelles (allocations Socrates-Erasmus), du Conseil Régional d'Aquitaine et du Conseil Général de Gironde. Sciences Po Bordeaux s'efforce de récolter le maximum de subsides, lesquels sont ensuite versés aux élèves à des niveaux variables qui dépendent du statut de l'étudiant (boursier ou non) et du niveau de vie de son pays d'accueil. En intégrant la redistribution des fonds Erasmus en fin d'année et le complément ministériel du Ministère de l'Éducation, l'Institut s'applique à aider *in fine* tous ses étudiants dans les mêmes proportions. Les destinations hors Europe ne bénéficient pas de financement spécifique, à l'exception du Conseil Régional d'Aquitaine qui devrait renouveler sa prime pour le Québec pour les étudiants s'inscrivant en priorité dans le cadre de la convention CREPUQ. ■



## Carnet de vol

Les séjours universitaires à l'étranger des élèves de Sciences Po s'effectuent lors de la 3<sup>e</sup> année. Bordeaux est le seul Institut de France à ne pas rendre cette expatriation obligatoire. « Des étudiants, dans les filières administratives notamment, sont encouragés à suivre les cours importants dispensés cette année-là à l'Institut plutôt que de partir » explique Margaret Dalrymple. Malgré les bourses octroyées (lire encadré), quelques élèves déclinent cette éventualité pour des raisons financières. Enfin, d'autres élèves choisissent de rester en France pour des raisons personnelles, souvent familiales. Néanmoins, la majorité profite de l'opportunité. Cette année, 121 étudiants s'envoleront sur 214. La très grande majorité part dans le

cadre du programme de coopération européenne Socrates regroupant 8 actions dont Erasmus (European Action Scheme for Mobility University Students) pour l'enseignement supérieur. Pour la petite poignée d'élèves (17 l'an dernier, 13 cette année) qui se destinent vers un pays hors Europe, Sciences Po Bordeaux a passé des accords avec des universités étrangères aux USA (en direct ou via le centre de Californie, structure basée à l'Université Michel-de-Montaigne - Bordeaux III), au Canada, en Colombie, au Japon, au Liban, au Mexique ou en Russie. Les places sont toujours très limitées. Pour les deux catégories d'étudiants, la « sélection » des candidats s'effectue sur des critères de mérite. ■





## Petites et grandes histoires

Après la « Table-ronde » sur l'exception culturelle du mois d'octobre, au Théâtre National Bordeaux-Aquitaine, l'Institut organisait, le 25 novembre dernier, une deuxième « hors les murs » dans le cadre du Festival International du film d'Histoire de Pessac sur un thème très contemporain : médias et démocratie.



Michel Winock

L'invité du Grand Oral, Michel Winock, professeur émérite d'histoire à Sciences Po Paris, a abordé cette question en qualité d'historien patenté. Ses relations avec les médias ont d'ailleurs jalonné sa vie et son discours, de sa collaboration avec la revue *Esprit* à la fondation du mensuel *L'Histoire*, une des grandes joies de sa vie. La publication, créée en 1978, a trouvé son cœur de cible. Elle compte aujourd'hui 50.000 abonnés, tire entre 80.000 et 100.000 exemplaires, et a gagné une légitimité intellectuelle tout en veillant à la lisibilité des articles. Se définissant comme « un historien du politique, mais avec la particularité d'aimer la littérature », Michel Winock a été bienveillant avec la presse écrite (il a collaboré au *Monde* et à *L'Événement du Jeudi*), mais a fustigé le média audiovisuel, bien trop réducteur à son goût, à l'exception d'Arte et de chaînes thématiques du câble. Professeur « sur le tard » (il confesse avoir soutenu sa thèse à l'âge de 50 ans), après avoir connu la période dorée de l'enseignement universitaire post-68, Michel Winock a été interrogé par les étudiants de Sciences Po sur le rôle essentiel de l'histoire. « Elle est indispensable pour comprendre le

monde, mais il faut en finir avec l'idée que l'histoire a un sens. Nous avons plus besoin de penseurs que de prophètes », répond-il, « besoin d'intellectuels, ceux qui pensent la société et nous la rendent plus compréhensible ».

### Les rendez-vous de 2005

En dehors de celle prévue le 24 mars 2005, toutes les « Rencontres » se dérouleront à Sciences Po Bordeaux, amphitheâtre Montesquieu, à 17h. Entrée libre et gratuite.

Le partenariat avec le journal *Sud Ouest* existe depuis 21 ans. Dans les jours qui précèdent chaque « Rencontre », le quotidien publie, dans ses colonnes, un entretien avec l'invité.

#### JEUDI 20 JANVIER 2005

17h - Grand Oral de François ROUSSELY

L'occasion vous est donnée de faire toute la lumière sur la carrière de l'ancien Président Directeur Général d'EDF et Président d'honneur de la Fondation EDF. L'homme d'énergie nous fera partager son point de vue sur l'ouverture d'EDF à la concurrence et à la privatisation. Il nous fera partager le vécu de cette grande entreprise française, décriée par les uns, plébiscitée par les autres. Aurons-nous droit à une rencontre électrique ?

#### JEUDI 3 FEVRIER 2005

17h - Grand Oral de Bertrand TAVERNIER

Françoise Taliano-des Garets a donc réussi à caler un arrêt sur image avec Bertrand Tavernier, cinéaste engagé et encyclopédie vivante du cinéma. Par ailleurs documentaliste, scé-



nariste, réalisateur, le metteur en scène est l'auteur de nombreux films célèbres (*L'Horloger de Saint-Paul*, *Que la fête commence*, *Le Juge et l'Assassin*, *La mort en direct*, *Coup de torchon*, *Un dimanche à la campagne*, *l'Appât*, *Capitaine Conan*, *Laisser passer* ou *Holy Lola* son tout dernier sorti avant Noël), mais aussi des œuvres plus spécifiques, comme *La guerre sans nom*, *Ça commence aujourd'hui* ou bien encore *Histoires de vies brisées*, réalisé avec son fils Niels pour dénoncer la double peine par exemple. A vos cahiers du cinéma ...

#### JEUDI 10 FEVRIER 2005

17h - Table ronde : « La Chine est-elle le centre du monde ? »

Hubert Bazin (avocat), Jean-Luc Domenach (sinologue), Chen Yan (écrivain et journaliste à RFI), Jean-Louis Rocca (chercheur) réunis pour nous faire découvrir une incroyable civilisation, si riche et complexe qu'une vie d'études n'y suffirait pas. A trois ans des Jeux Olympiques de Pékin, comment la Chine concilie-t-elle sur le plan politique, économique et social le respect des valeurs ancestrales et l'ouverture au capitalisme ?

#### JEUDI 10 MARS 2005

17h - Grand Oral d'Elisabeth ROUDINESCO

Historienne, psychanalyste, directrice de recherche à l'Université Paris VII, chargée de conférence à l'École Pratique des Hautes Etudes, Elisabeth Roudinesco nous permettra d'appréhender raisonnablement un des principaux continents des

sciences humaines, trop souvent « terra incognita » pour les étudiants à Sciences Po.

#### JEUDI 24 MARS 2005

Rencontre décentralisée sur un site militaire des Landes avec une table ronde : « Où en est l'armée française ? »

L'événement est de taille : il s'agit d'entendre la « Grande Muette ». Le Général Gérard Bézacier, Frédéric Charillon (Directeur du Centre d'Études en Sciences Sociales de la Défense), François Géré (Président de l'Institut Français d'Analyse Stratégique) et le Général Georges Ladevèze débattront des grandes questions stratégiques de défense. Port du treillis non-obligatoire.

#### JEUDI 7 AVRIL 2005

17h - Table ronde « Sportif de haut niveau, la reconversion »

Richard Dacoury (basketteur), David Douillet (judoka), Serge Simon (rugbyman), Nathalie Tauziat (joueuse de tennis) refont le match de leur reconversion (réussie), mais aussi celui (plus difficile) des sportifs tombés dans l'oubli. Une manière de passer des coulisses du « sport-business » aux collusions entre sport, politique et médias. Cette « Rencontre », la dernière de la saison 2004-2005, sera précédée de la désormais traditionnelle fête organisée avec les associations étudiantes de Sciences Po Bordeaux et l'aide matérielle de la Ville de Pessac (à partir de 12h, parking « Aile Recherche »). ■



# L'ENA

## I'autre Annapurna

*Le centre de préparation à l'Ecole Nationale d'Administration (ENA) de Sciences Po Bordeaux constitue un des versants reconnus et appréciés pour tenter d'accéder aux plus hautes fonctions administratives de l'Etat. Pascal Jan, professeur de droit à Sciences Po Bordeaux, son nouveau responsable, nous explique la stratégie mise en place pour porter les candidats bordelais au sommet des concours d'entrée à « l'Ecole ».*

Maurice Herzog a merveilleusement conté le mythe de l'Annapurna, ce premier sommet à 8 000 mètres d'altitude, sur lequel tant et tant d'alpinistes se sont cassé les dents et les os. Jusqu'au jour où le mont a été vaincu, perdant de son aura, même s'il reste inaccessible au commun des mortels. Cette destinée s'apparente à celle de l'ENA. L'Ecole Nationale d'Administration, établissement public créé en 1945, est chargée de recruter sur concours et de former les membres des grands corps d'Etat. Intouchable pendant des décennies, cette institution a un peu perdu de sa superbe ces dernières années. Le point d'orgue a été atteint avec un débat parlementaire à l'automne 2002 qui a conduit le gouvernement à commander à une commission un rapport sur la vénérable institution (lire encadré). Même si « elle se cherche » et connaît « une crise des vocations », l'ENA demeure bien une sorte d'Everest des concours. Faut-il toujours faire une montagne de cette école prestigieuse ? Est-elle réservée uniquement aux premiers de cordées ? Pascal Jan, nouveau directeur de la Prép'ENA de Sciences Po Bordeaux, atteste en effet « que le concours exige une très grande culture ». Il ajoute aussitôt « que le postulant ne doit pas obligatoirement être très brillant pour y entrer, mais en revanche bon partout, complet, très motivé avec, en prime, une forte personnalité ». Cette définition dicte la conduite de la Prép'ENA de l'Institut à la réputation plutôt flatteuse qui a attiré ces dernières années de nombreux candidats, dont les motivations n'étaient pas toujours à la hauteur de l'enjeu. Pascal Jan a

donc décidé depuis son arrivée en 2004 de concentrer les efforts de son centre de préparation au concours « sur le nombre de reçus » à l'Ecole plutôt que sur « le nombre d'inscrits » préparant le concours. La logique de résultat et de performance est clairement affichée, à l'image de la réforme actuelle de l'Etat. Une politique ambitieuse donc et courageuse qui impose une exigence accrue dans la sélection des candidatures, des ajustements dans la préparation des impétrants à l'ENA et la mise en place de méthodes de travail tournées vers la dynamique de groupe et, à terme, vers l'interactivité (<http://prepenasciences-pobdx.free.fr>).

### Une sélection plus rigoureuse

Le centre de préparation à l'ENA de Sciences Po Bordeaux est l'un des quatre centres qui préparent aux trois concours d'entrée à l'ENA Les candidats du concours « externe » - les étudiants - proviennent majoritairement des Instituts, ou de double cursus IEP + Droit ou IEP + Economie. Les « internes » - les stagiaires - regroupent une population hétérogène de fonctionnaires ou d'agents de l'Etat (éducation nationale, affaires sociales, etc.). Enfin, le « troisième concours » est ouvert aux candidats justifiant de huit années d'activités professionnelles dans le secteur privé. Jusqu'en 2004, le recrutement des étudiants de la Prép'ENA de Sciences Po Bordeaux se faisait uniquement, pour les externes, sur dossier. Dorénavant, un exercice écrit

viendra renforcer « l'admissibilité », sachant que la décision finale sera prise après une épreuve orale devant un jury, avec notamment une conversation en langue étrangère. Par ailleurs, comme le souligne Pascal Jan « les redoublements, au sein de la Prép'ENA, ne seront plus automatiques, mais soumis à la présentation effective au concours, à l'assiduité en cours et à un nouvel entretien ». Cette nouvelle exigence de la Prép'ENA concerne également les équipes pédagogiques, qui travailleront désormais de plus en plus en binôme pour une grande partie des cours. « L'idée est de généraliser l'association d'un universitaire et d'un intervenant extérieur. Les professeurs de Sciences Po Bordeaux et de Bordeaux IV interviennent avec un patricien, énarque lui-même, en poste dans une grande administration ou dans le privé ». Un moyen de « sensibiliser » les candidats, et de leur faire toucher du doigt la réalité de leur tâche. En complément des cours hebdomadaire, ils ont surtout un gros travail personnel à effectuer, basé sur la lecture de



Pascal Jan

nombreux ouvrages de culture générale, d'économie, de droit public, etc. Sans oublier, pour ceux qui sont admissibles, un entraînement au célèbre « grand oral » dont le but ultime est « de cerner leur personnalité ». Une méthode de travail rigoureuse donc, qui devrait permettre d'étoffer la longue liste des étudiants de Sciences Po Bordeaux et/ou de la Prép'ENA de l'Institut qui ont été admis à l'ENA : ils sont 248 à ce jour. ■

### L'ENA à l'étude

Un rapport (1) de 103 pages daté du 22 avril 2003 a été remis à sa demande à Jean-Paul Delevoye, ministre de la Fonction publique, de la Réforme de l'Etat et de l'Aménagement du territoire. Ce travail, placé sous la présidence de Yves-Thibault de Silguy (2), résulte de l'audition de plus de 150 personnes, de l'analyse d'une cinquantaine de contributions écrites, de la visite des sites de l'ENA, et de la lecture de nombreux rapports, livres, études et données statistiques sur le sujet. Ce document décortique trois positions qui, comme l'indique l'auteur, « s'opposent plus ou moins ouvertement sur le sort à réserver à l'école ». La première réclame « une suppression pure et simple de l'institution, au motif qu'elle serait obsolète et ne répondrait plus aux attentes contemporaines en matière de formation aux métiers de la haute fonction publique, ni aux besoins d'un Etat moderne. Le deuxième postulat défend « son maintien en l'état, arguant du capital qu'el-

le représente dans le paysage public français » et la 3e voie, moins radicale, « prône une démarche réformatrice ». A travers toute une série de questions sur « les compétences et les qualités attendues d'un administrateur public dans les 25 années à venir », les solutions possibles pour « adapter l'ENA à ces attentes » et les conditions à créer pour « la réussite de toute réforme engagée », le rapport pose la question du futur de l'Ecole Nationale d'Administration. A lire et à suivre... ■

(1) : SILGUY (de) (Yves-Thibault), « Moderniser l'Etat. Le cas de l'ENA », La Documentation Française, Paris, 2003. Disponible sur le site de la Bibliothèque des rapports publics de la Documentation Française : <http://lesrapports.ladocumentationfrancaise.fr>

(2) : Dont le directeur de cabinet quand il était Commissaire européen (chargé de la mise en place de l'Euro) était Xavier LARNAUDIE-EIFFEL, diplômé de Sciences Po Bordeaux (promo 1977), ancien élève de la Prép'ENA de Sciences Po Bordeaux, sorti de l'ENA en 1982 (promotion Henri-François d'Aguessau).

# Pascal Cazères nids d'abeilles et lune de miel

*Diplômé de Sciences Po Bordeaux en 1985, Pascal Cazères a été cadre bancaire, avant de se lancer dans l'aventure industrielle. Il dirige aujourd'hui une PME au Pays Basque, spécialisée dans les applications à base de nids d'abeilles aluminium, un matériau original et performant. Une trajectoire personnelle que l'intéressé a toujours concilié avec son attachement viscéral au sud-ouest.*

La coque du Défi Suisse de la Coupe de l'Amérique, le cockpit de la Williams F1 et le nez du TGV ont un point commun. Ces équipements de pointe sont fabriqués en nids d'abeilles aluminium par la société Alcore Brigantine, nichée à Anglet au Pays Basque (lire encadré). Un secteur d'activité qui a séduit Pascal Cazères, jusqu'à décider en 2000 de démissionner d'un poste doré de directeur d'agence d'une banque régionale. « J'avais négocié un contrat de travail sur mesure qui stipulait que je n'avais aucun objectif chiffré, pas de limite géographique de clientèle et pas de clause de mobilité. En revanche, j'étais intéressé aux bénéfices de l'agence. Tout fonctionnait parfaitement, mais après une décennie de bons et loyaux services, j'ai eu envie de connaître autre chose ». Directeur Administratif et Financier de Alcore Brigantine, Pascal Cazères a été nommé Directeur Adjoint de l'entreprise en 2002, et promu récemment Directeur Général. « Depuis le début de mes études à aujourd'hui, j'ai toujours cherché à élargir la palette de mes expériences. Ma vie actuelle résume assez bien cette diversité » analyse l'ancien étudiant de Sciences Po, natif de Lourdes, et touché à jamais par la grâce du sud-ouest. Bon skieur, joueur puis dirigeant de rugby, amateur de corrida, Pascal Cazères a découvert Bordeaux via Sciences Po Bordeaux. Il a intégré l'établissement sur dossier grâce une mention « très bien » au baccalauréat, voie possible à l'époque, pour quelques bacheliers. « J'avais opté pour l'IEP pour retarder au maximum le moment de l'orientation professionnelle, et me laisser la plus grande liberté de choix. Je ne le regrette pas ».

## Un mélange de travail et de décontraction

De son passage à l'Institut, Pascal Cazères retient « un mélange de travail et de décontraction », de la préparation des « confs » à celle des soirées étudiantes. Pour élargir la palette de ses compétences, Pascal Cazères a suivi une maîtrise de droit privée après l'Institut, avant un intermède militaire comme moniteur de ski l'hiver et aspirant guide l'été dans les Pyrénées. Dégagé d'agréables « obligations » militaires, Pascal Cazères rejoint l'EDHEC à Lille. Au nord, il y a les corons, mais aussi la célèbre école privée commerciale, que le plus méridional des élèves de la promotion finance grâce à un prêt étudiant. « Dans ce nouveau monde, radicalement différent de celui de Sciences Po, j'ai pris conscience de l'importance des langues et j'ai acquis la connaissance du monde de l'entreprise et de la finance ». Adepte de la théorie et de la pratique, l'étudiant en commerce monte pendant ses

études sur Bordeaux une opération immobilière, trame de son mémoire de fin d'année. « Lorsque le jury a compris que mon dossier s'appuyait sur une expérience personnelle, un débat s'est instauré entre ses membres. Un courant estimait que j'étais un électron libre qui dévoyait le rôle de l'école, destiné à former des cadres de grandes entreprises. Il voulait me mettre un zéro pour le principe. Les autres jugeaient au contraire la démarche pertinente, et penchaient pour une note exemplaire. J'ai eu finalement 18 sur 20 ». Diplômé et courtisé par des grandes entreprises qui viennent faire leur marché à l'EDHEC, Pascal Cazères préfère se rallier à la bannière de Michel Inchauspé, député emblématique des Pyrénées-Orientales, dont la banque du même nom ouvre une agence à Lourdes. Comme par miracle, Pascal Cazères revient donc à ses premières amours, qu'il délaisse en 1991 pour rejoindre le groupe Suez via la Banque de l'Aquitaine. D'abord comme second d'agence à Bordeaux, puis comme directeur d'agence à Bayonne, avant de se lancer dans l'aventure industrielle d'Alcore Brigantine. La boucle est-elle définitivement bouclée ? Le dirigeant n'étudie pas la question. « La raison amène à considérer que je suis très bien ici. Ma fonction, mon lieu de vie et mes activités annexes me comblent ». Jouissant d'une grande liberté de manœuvre professionnelle ; il entend accompagner l'avenir d'Alcore Brigantine. Marié à une femme du sud-ouest, père de deux enfants, juge prudent et amoureux de sa région, Pascal Cazères possède toutes ses attaches dans sa terre d'élec-



Pascal Cazères

tion, et semble de fait avoir trouvé un équilibre mérité. Il n'est pas donné à tout le monde de faire son miel d'un nid-d'abeilles. ■

## La technologie du nid-d'abeilles d'Alcore Brigantine

Créée en 1995, la société Alcore Brigantine emploie une centaine de salariés et réalise 11 M€ de CA, dont 50% à l'export. Son activité consiste à diversifier les applications du nid-d'abeilles, réservé jadis à l'aéronautique. Ce matériau consiste en une structure alvéolaire en feuillard mince d'alliage d'aluminium, particulièrement performante en termes de légèreté et de rigidité. Concrètement, le nid-d'abeilles, à partir d'une certaine densité, est plus rigide qu'une tôle métallique équivalente, pourtant cinq fois plus lourde. La partie recherche et développement de l'entreprise est animée par deux Centraliens. Pascal Cazères chapeaute pour sa part les achats, la production et le service commercial. Nommé récemment Directeur Général salarié par les actionnaires de l'entreprise, il prendra officiellement ses nouvelles fonctions le 1<sup>er</sup> janvier 2005. ■



Directeur de la publication : Robert LAFORE  
Comité de lecture :

Robert LAFORE, Didier CHABAUT, Jean PETAUX

Coordination : Jean PETAUX

Rédaction en chef :

Jean-Michel LE CALVEZ, « Person'Alizé »

Rédacteur : Donatien GARNIER

Edition : Pascal BERNAGAUD, « Com'unique »

Maquette : Thierry PIERS, « Microclimat »

Mise en page : Jean-Thierry DINH

Photos : Laurent WANGERMEZ

Impression : « Imprimerie Cazabonne », Bordeaux

N°ISSN : 1635-3102

SCIENCES PO BORDEAUX

11, Allée Ausone - Domaine universitaire  
33607 PESSAC - CEDEX

Tél. : 05 56 84 42 52 - Fax : 05 56 37 45 37

www.sciencespobordeaux.fr

j.petiaux@sciencespobordeaux.fr

« Les instituts ont pour mission de donner à des étudiants, qu'ils se destinent ou non à la fonction publique, une culture administrative générale. Ils le feront avec l'esprit d'indépendance et de désintéressement qui sont le propre de l'université ».

Ordonnance N°45-2283 du 9 octobre 1945,  
portant création des Instituts d'Etudes Politiques.